



Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle

42 | 2011

La souveraineté populaire

Mobilisation nationale, souveraineté populaire et normalisations en Irlande (années 1820-1840)

National mobilization, popular sovereignty and normalizations in Ireland (1820s-1840s)

Nationale Mobilisierung, Volkssouveränität und Normalisierungen in Irland (1820-1840er Jahre)

Laurent Colantonio



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4105>

DOI : 10.4000/rh19.4105

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 15 juillet 2011

Pagination : 53-69

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Laurent Colantonio, « Mobilisation nationale, souveraineté populaire et normalisations en Irlande (années 1820-1840) », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 42 | 2011, mis en ligne le 31 juillet 2014, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4105> ; DOI : 10.4000/rh19.4105

Tous droits réservés

LAURENT COLANTONIO

*Mobilisation nationale, souveraineté populaire
et normalisations en Irlande (années 1820-1840)*

Au cours des années 1820-1840, l'Irlande est le théâtre d'une mobilisation politique de masse dont l'ampleur n'a pas d'équivalent dans l'Europe de la première moitié du XIX^e siècle. Symbole de cette spécificité insulaire, les meetings géants (*monster meetings*) rassemblent d'immenses foules – au sein desquelles la plupart des groupes sociaux sont représentés – porteuses de revendications de souveraineté nationale ostensiblement affichées. Sur le continent, l'expérience irlandaise marque les esprits. Pour certains commentateurs, à l'image de Gustave de Beaumont, cette mobilisation inédite dont les acteurs ne sont pour la plupart ni électeurs, ni éligibles, est un indice de la démocratisation en cours des sociétés européennes¹. Aux yeux de Flora Tristan, le phénomène illustre la détermination des peuples à se faire entendre et à s'affranchir des tutelles du passé : « Si je cite toujours l'Irlande comme exemple, c'est parce que l'Irlande est encore *le seul pays* qui ait su comprendre que le peuple, s'il veut sortir de l'esclavage, doit commencer d'abord par former une vaste UNION, compacte, solide, indissoluble, car *l'union fait la force*, et pour réclamer ses droits, pour fixer l'attention générale sur la justice d'une réclamation, il faut avant tout se mettre en position de pouvoir parler avec assez d'autorité pour se faire écouter »².

Je souhaiterais questionner à mon tour la relation entre *mobilisation nationale* et *souveraineté populaire* à partir du cas irlandais et de l'étude des différents protagonistes de la scène qui se joue (foules anonymes, élites irlandaises, autorités locales, pouvoir britannique). Plusieurs indices m'incitent à formuler l'hypothèse suivant laquelle le spectaculaire élan populaire des années 1820-1840, moment de cristallisation nationale souvent identifié comme tel par les contemporains, est aussi porté par d'autres motivations, d'autres aspirations politiques et sociales qui investissent le champ du national et s'articulent avec les pratiques et les revendications associées à l'émancipation

1. Gustave de Beaumont, *L'Irlande sociale, politique et religieuse*, Villeneuve d'Ascq, CERIUJ, 1990, 2 volumes (reproduction en facsimilé de l'édition de Paris, C. Gosselin, 1839).

2. Flora Tristan, *Union ouvrière*, édition préparée par Daniel Armogathe et Jacques Grandjonc, Paris, Des femmes, 1986, à partir du texte de la 3^e édition (Paris et Lyon, 1844), p. 159.

de la tutelle britannique. Aussi, l'objet de cet article est-il de partir en quête de ces manifestations d'appropriation de l'espace public au cours desquelles des *spectateurs* ont exprimé le désir de devenir *acteurs*, de décider librement, souverainement, de leur destin. Deux critères me sont apparus décisifs pour identifier ces expériences de souveraineté populaire : celui de l'action collective et celui de l'intrusion volontaire du grand nombre – suivant des modalités variées qui débordent le seul exercice de la citoyenneté par le vote – dans des espaces du politique qui lui étaient jusqu'alors déniés ou peu familiers.

Je replacerai d'abord mon propos dans la perspective surplombante des luttes nationales, marquées, dans les années 1820-1840, par des mobilisations collectives et ritualisées qui s'appuient sur la force de pression du nombre. Je tâcherai ensuite de rendre justice aux espoirs et aux expériences de souveraineté populaire en acte – rarement mis en mots – qui surgissent en lien plus ou moins direct avec les démonstrations de souveraineté nationale. Enfin, je montrerai à quel point leurs potentialités subversives n'ont échappé ni aux cadres du mouvement national, ni aux autorités britanniques. D'emblée, en effet, elles se sont heurtées à une double entreprise de normalisation visant soit à les canaliser et à les requalifier, soit à les effacer, à leur dénier toute légitimité.

UNE MOBILISATION NATIONALE D'ENVERGURE

Un mouvement de masse précoce au XIX^e siècle

Telle qu'elle existe aujourd'hui, la Nation est une construction historique récente, le produit d'une époque au cours de laquelle elle s'est imposée comme principale théorie de l'unité. Fille de l'ère des révolutions (politiques, sociales, économiques), elle correspond à une manière « moderne » d'envisager le rapport de l'individu au groupe, de penser le pouvoir et la souveraineté hors des cadres anciens du droit divin, du monarque absolu ou, notamment dans le cas irlandais, de la subordination à une puissance étrangère. Au XIX^e siècle, l'idée nationale possède un fort pouvoir de séduction et d'entraînement, sur des minorités intellectuelles agissantes d'abord, puis sur des groupes humains plus considérables, en quête d'un idéal identitaire auquel se raccrocher quand les règles et les codes du passé semblent de moins en moins opératoires. Un peu partout en Europe, la Nation s'est progressivement et durablement imposée comme un cadre de référence, rassurant et protecteur pour les uns, générateur d'espoir pour les autres, en tous cas comme la voie qui conduira le plus sûrement le peuple vers un avenir radieux.

Le sentiment national repose sur la conviction partagée qu'il existe une communauté « naturelle » enracinée depuis le fond des âges (« nos morts ») sur un territoire spécifique (celui de ses ancêtres) où elle est destinée à se perpétuer. La solidarité entre les membres de cet ensemble « imaginé » – au sens où

Benedict Anderson le définit comme une communauté dont la plupart des individus qui la composent ne se rencontreront jamais³ – est réputée l'emporter sur toute autre affiliation politique ou sociale. Cette relation charnelle et tellurique à la Nation éternelle, qui sous-tend la plupart des discours nationalistes, s'est avérée puissamment mobilisatrice en Irlande où, très tôt dans le XIX^e siècle, les principaux mouvements de contestation expriment, selon des modalités variées, le rejet de l'ordre imposé par un pouvoir étranger. Depuis les conquêtes des XVI^e et XVII^e siècles, l'Angleterre exerce en effet sa domination sur l'île voisine où les catholiques, qui représentent 80 % de la population, sont devenus des sujets de seconde zone, dépossédés de leurs terres et exclus de toute position de pouvoir. Dans les années 1820, les acteurs de la lutte nationale réclament pour les catholiques l'éligibilité à la chambre des Communes, qui leur est encore refusée. Ils obtiennent gain de cause en 1829, à l'issue d'une longue campagne au cours de laquelle la pression du nombre a été déterminante. Cette première victoire permet aux Irlandais de porter les revendications de souveraineté nationale dans l'enceinte de Westminster, au cœur du système britannique. À partir de 1830, et plus encore dans les années 1840, l'abrogation (*Repeal*) de l'Union entre la Grande-Bretagne et l'Irlande et le rétablissement d'un Parlement irlandais autonome à Dublin s'imposent comme les principaux objectifs poursuivis. Le mouvement de masse qui soutient l'action des députés nationalistes s'inscrit dans la filiation de l'agitation populaire des années 1820.

Dans l'Irlande des années 1820-1840, la troisième phase du processus de construction nationale conceptualisé par l'historien tchèque Miroslav Hroch est entamée : une étape au cours de laquelle le nationalisme devient phénomène de masse et la « conscience nationale » circule au sein de toutes les strates de la société ; elle pénètre les catégories populaires qui ont appris qu'elles partageaient les mêmes aspirations, qu'elles appartenaient à une communauté plus large qui pouvait transcender, pour le meilleur, les solidarités et les clivages habituels⁴. Les indices sont nombreux qui tendent à confirmer

3. Benedict Anderson, *Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, London, Verso, 1983, traduction française *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996. Dans une immense littérature sur le sujet depuis les années 1980, deux autres textes devenus classiques : Ernest Gellner, *Nations and Nationalism*, Oxford, Blackwell, 1983, traduction française *Nations et nationalisme*, Paris, Payot, 1989 et Eric J. Hobsbawm, *Nations and Nationalism since 1780. Programme, mythe, réalité*, Paris, Gallimard, 1992. Dans l'historiographie française, on pourra se référer au travail d'Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales. Europe XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Seuil, 1999, qui fait écho aux précédents, et à la mise au point plus récente proposée par Alain Dieckhoff et Christophe Jaffrelot [dir.], *Repenser le nationalisme. Théories et pratiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006.

4. Miroslav Hroch, *Social Preconditions of National Revival in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985. Selon Hroch, dans une première phase, une minorité d'intellectuels et de théoriciens isolés s'emploie littéralement à faire naître – où à leurs yeux faire re-naître – la nation, à élaborer la « *check list* » identitaire. À l'étape suivante, un groupe étoffé de militants de la cause nationale – élargi aux classes moyennes, instruites mais souvent exclues du pouvoir politique – approfondit le travail « d'invention de la tradition » [Cf. Eric J. Hobsbawm et Terence Ranger (eds), *The Invention of Tradition*,

le soutien et l'engagement massifs de la population au projet d'émancipation nationale incarné par Daniel O'Connell. Des dizaines de milliers d'Irlandais adhèrent à partir de 1824 à la *Catholic Association* puis, dans les années 1840, à l'Association pour l'abrogation de l'Union (*Repeal Association*). En douze semaines au cours de l'été 1828, dans le seul quart sud-ouest de l'île, une soixantaine de meetings attirent 250 000 personnes. Entre avril et octobre 1843, c'est plus de 1,5 million de participants qui assistent aux grands rassemblements pour le *Repeal*, soit environ un quart de la population des trois provinces du sud de l'île⁵ ; l'Ulster, où les protestants unionistes sont majoritaires, se tient dès cette époque à l'écart du mouvement d'ensemble.

Le meeting, vitrine de la ferveur nationale

Au cours des meetings s'instaure une forme renouvelée de communication politique. La colline de Tara (*Teamhair na Rí*), haut lieu de la Nation immémoriale, où les souverains étaient couronnés à l'époque médiévale, accueille la plus imposante de ces réunions publiques. Ce 15 août 1843 – jour de l'Assomption – la légende de Tara est symboliquement réactualisée, célébrée en ouverture des discours à la tribune et réinvestie par les 800 000 patriotes qui, selon les textes de l'époque, assistent à l'événement. Si les historiens ont depuis revu ce chiffre à la baisse – plutôt entre 200 000 et 500 000 présents – l'affluence n'en reste pas moins considérable. Une gravure publiée quelques jours après dans *The Illustrated London News* a immortalisé l'événement⁶ [Fig. 1]. Debout sur une vaste estrade surplombant l'auditoire, Daniel O'Connell – surnommé le « roi sans couronne » d'Irlande – entouré par quelques centaines de *happy few*, s'adresse à la foule compacte ; des mots d'ordre nationalistes (« *Erin Go Bragh* », « *O'Connell the true patriot* »⁷) sont reproduits sur de larges bannières. Si l'article associé à l'illustration signale la présence d'un grand nombre de femmes et d'enfants, sur la gravure l'assistance demeure très masculine. Quelques femmes – debout sur une tribune annexe, à droite de l'image, ou dans leur voiture en retrait de la marée humaine – sont toutefois représentées, illustrant le fait que les portes de la *Repeal Association* leur sont ouvertes et que le soutien à la cause nationale est l'affaire de tou-te-s⁸. Le port du haut-de-forme pour les hommes et l'élégance

Cambridge, Cambridge University Press, 1983, traduction française *L'invention de la tradition*, Paris, Éd. Amsterdam, 2006] et investit l'espace politique. À ce stade, la diffusion du programme politique de ces « minorités agissantes » a pu être relayée et stimulée par l'État national quand il existait, en France par exemple, mais pas en Irlande.

5. Une quarantaine de *monster meetings* sont organisés entre avril et septembre 1843. Chiffres et estimations tirés de Gary Owens, « A Moral Insurrection : Faction Fighters, Public Demonstrations and the O'Connellite Campaign, 1828 », *Irish Historical Studies*, 1997, volume XXX, n° 120, p. 513-541 et Gary Owens, « Constructing the Repeal Spectacle : Monster Meetings and People Power in Pre-Famine Ireland », in Maurice R. O'Connell (ed.), *People Power*, Dublin, DOCAL, 1993, p. 80.

6. La gravure est associée à l'article suivant : 'Repeal Meeting on Tara Hill', *The Illustrated London News*, 26 août 1843.

7. « *Ireland for ever* », « O'Connell le vrai patriote ».

8. Sur la présence et la place des femmes dans le mouvement o'connellite, cf. Mary O'Dowd,



Figure 1 : 'Repeal Meeting on Tara Hill', *The Illustrated London News*, 26 août 1843

vestimentaire des dames (ombrelles, coiffes et robes luxueuses) participent de la mise en scène de la respectabilité de l'assemblée. Au cœur de cette foule attentive, des étendards brandis reprennent d'autres slogans nationalistes tout aussi explicites (« *Ireland for the Irish* », « *Repeal* »). Une figure du passé fantasmé, le druide au chapeau pointu, à la barbe et aux cheveux longs parade sur un char en jouant de la harpe, autre élément du répertoire symbolique, puisé à la source de l'Irlande éternelle, et réinvesti au XIX^e siècle à des fins de mobilisation nationale⁹. Le message politique passe aussi par d'autres usages codifiés, des rituels dont la gravure ne rend pas compte. Les participants, vêtus de vert, agitent par exemple fièrement leurs cartes de *repealers* ou font tourner des branchages ou des rubans de couleur verte, l'ensemble se substituant au drapeau irlandais, emblème de la nation rebelle dont l'exhibition, dans la première moitié du XIX^e siècle, est soit très réglementée, soit absolument interdite¹⁰.

⁹ 'O'Connell and the Lady Patriot. Women and O'Connellite Politics, 1823-45', in Allan Blackstock et Eoin Magennis (eds), *Politics and Political Culture in Britain and Ireland, 1750-1850. Essays in Tribute to Peter Jupp*, Belfast, Ulster Historical Foundation, 2007, p. 283-303.

9. La tour ronde et le lévrier présents sur la grande bannière au centre de l'estrade entrent dans la même catégorie.

10. Dès 1828, Thomas Wyse, membre éminent et premier historien de l'Association catholique, décrit cet usage politique du vert dans les rassemblements. Thomas Wyse, *Historical Sketch of the Late Catholic Association of Ireland*, London, H. Colburn, 1829, 2 volumes, volume 1, p. 413 : « Ils avaient adopté un uniforme de calicot vert ; le costume porté par les chefs se distinguait par la présence de certains éléments caractéristiques qui y avaient été ajoutés : plumes, mouchoirs verts avec le portrait

Au lendemain des rassemblements, les comptes rendus dans la presse nationaliste ne manquent jamais d'indiquer que les discours prononcés en faveur de l'émancipation des catholiques, puis de l'abrogation de l'Union, ont été ponctués par les « *Bravos!* », « *Hourras!* », « *Très bien! Très bien!* » et autres acclamations de l'assistance. Pour les organisateurs, les meetings servent d'instances de légitimation politique par le nombre (la « force morale » à laquelle se réfère souvent O'Connell) et d'instruments de validation populaire des pétitions qui, après avoir obtenu l'onction de la foule, seront ensuite présentées au Parlement. Dans l'historiographie, les motivations des acteurs ont bien souvent été déduites des messages propagandistes – manifestement toujours efficaces – qui leur étaient destinés. Pourtant, les protagonistes (hormis les leaders) ont laissé bien peu de traces nous permettant d'affirmer que le soutien à la cause nationale vantée sur les banderoles constituait toujours l'élément moteur qui les avait conduit à marcher, souvent pendant plusieurs heures, parfois dès avant l'aube ou depuis la veille, en direction du lieu de la manifestation. L'expérience vécue du meeting – et plus largement des pratiques politiques qui s'affirment au cours de la période – n'est-elle pas aussi révélatrice d'autres aspirations populaires qui nous conduisent, pour certaines, à franchir le seuil de la souveraineté populaire?

ESPACES DE LA SOUVERAINÉTÉ POPULAIRE

Le meeting, une expérience populaire aux multiples facettes

Les *monster meetings* représentent plus que des rassemblements de foules immenses venues passivement écouter l'éloquente parole du tribun national. Malgré sa voix puissante, O'Connell n'est de toute façon audible que par quelques centaines, au plus quelques milliers d'individus. Sur le moment, le contenu du discours¹¹ revêt une importance mineure pour la plupart des présents et ces réunions se caractérisent par l'active participation de milliers d'individus, hommes et femmes qui marchent ensemble, échangent, manifestent leurs présence par des cris ou des rires, partagent la même aspiration à devenir acteurs de leur histoire, à exister collectivement, en empruntant un répertoire d'action qui contourne les voies habituelles d'accès au politique et consacre l'irruption d'un peuple non – ou très peu – votant sur la scène publique. En se rendant en masse en ces lieux privilégiés de l'affirmation

de M. O'Connell imprimé dessus, etc. Des bannières vertes étaient déployées devant eux, sur lesquelles était inscrit le nom de leur paroisse ou de leur localité d'origine». Cf. aussi la remarquable étude de Gary Owens, 'Nationalism Without Words : Symbolism and Ritual Behaviour in the Repeal Monster Meetings of 1843-45', in James S. Donnelly et Kerby A. Miller (eds), *Irish Popular Culture, 1650-1850*, Dublin, Irish Academic Press, 1998, p. 242-269.

11. La portée des discours prononcés au cours des meetings ne doit cependant pas être négligée, mais le moment de leur véritable impact public est décalé dans le temps : les discours sont reproduits et diffusés par les journaux, souvent lus à voix haute au sein des familles, sur les places de village, dans les pubs ou les *repeal reading rooms*.

politique, les Irlandais vivent une intense expérience de conquête d'un espace qui leur était jusqu'alors peu familier.

À ce stade de l'enquête, il convient de rappeler qu'à la différence de la France, où le droit de réunion ne s'impose durablement qu'après l'avènement de la Troisième République¹², le meeting constitue dans les îles Britanniques un espace public de revendication reconnu et autorisé. Il n'en demeure pas moins, dans la perspective qui est la mienne, un terrain d'analyse tout à fait légitime puisque, bien que légale, la pratique est alors perçue par les autorités comme possiblement subversive. Les meetings radicaux des années 1810, puis les rassemblements chartistes entre 1838 et 1848 ont montré, sur le sol britannique, le potentiel déstabilisateur d'un collectif déterminé, porteur d'aspirations populaires et démocratiques. Si la pratique n'est pas une invention irlandaise au XIX^e siècle, l'ampleur de la mobilisation sur l'île verte provoque l'intrusion durable et spectaculaire des masses dans le débat politique et conduit le pouvoir britannique à interdire, en octobre 1843, la tenue du meeting de Clontarf, au prétexte des menaces que ce type de manifestations font encourir à l'État et à la constitution du royaume.

Lorsqu'ils se rendent au meeting, les paysans irlandais assistent à un événement rare, qui sort de l'ordinaire, qui ne s'apparente ni à une fête de village, ni à une veillée, une noce ou un pèlerinage. L'attrait pour le spectaculaire et le festif compte parmi les raisons qui ont pu décider les Irlandais à se déplacer. Dans les jours qui précèdent le rendez-vous, d'éphémères arcs de triomphe sont érigés dans les rues des bourgs traversés par le cortège et la parade est annoncée par des affiches sur lesquelles se côtoient messages politiques et description des attractions : « Repeal! Repeal! Repeal! Des joueurs de trompette à cheval; des harpistes sur des attelages tirés par quatre chevaux. [...] Des chariots, des voitures, des chars; quatre rangs de cavaliers! »¹³ Le matin, sur le chemin, portés par les encouragements des habitants massés au bord de la route, des acteurs en costume, installés sur des chars décorés, jouent des scénettes qui racontent les déboires (passés) et les victoires (prochaines) de l'Irlande. Sur le lieu du rassemblement, la présence de fanfares – à l'image de celles repérables de part et d'autre de la tribune sur la gravure de l'*Illustrated London News* – et d'espaces réservés à la détente et à la restauration renforcent encore la dimension festive de la journée, régulièrement soulignée par les observateurs. Attractive, cette « atmosphère de carnaval », bien réelle et bien décrite par l'historienne Maura Cronin¹⁴, nous dit toutefois peu de choses sur l'adhésion des participants au projet nationaliste ou sur la volonté populaire de s'affranchir, de

12. Paula Cossart, *Le meeting politique. De la délibération à la manifestation (1868-1939)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

13. Gary Owens, 'Nationalism Without Words...', *loc. cit.*, p. 249. Cette affiche se trouvait dans les rues de Trim en juillet 1843.

14. Maura Cronin, "'Of One Mind?': O'Connellite Crowds in the 1830s and 1840s', in Peter Jupp et Eoin Magennis (eds), *Crowds in Ireland 1790-1920*, Basingstoke, Macmillan, 2000, p. 139-172.

sortir de la passivité politique, de prendre ses affaires en main. En fait, elle rend surtout compte de l'efficacité des stratégies propagandistes mises en œuvre par les organisateurs pour attirer les foules.

Le jour du meeting de Tara, « quatre messes ont été célébrées en plein air avant midi, un autel a été érigé à cet effet »¹⁵. Au cours de l'été 1843, chaque rassemblement est ponctué par de semblables manifestations de piété catholique. Depuis le XVI^e siècle, on le sait, le catholicisme est en Irlande un symbole de la résistance à la domination britannique. À la fin du XVIII^e siècle, les Irlandais ont conquis le droit de pratiquer leur foi sans entrave et d'ouvrir des écoles catholiques en toute légalité¹⁶. Dans les années 1830, à la charnière entre revendications politiques, économiques et religieuses, des réunions publiques, certes moins mobilisatrices que les *repeal meetings*, ont été organisées en signe de refus de la dîme versée par tous les Irlandais à l'Église Établie (anglicane) d'Irlande. En 1843, ferveur religieuse et affirmation patriotique s'entremêlent à nouveau. La perspective d'affirmer leur identité catholique en occupant l'espace politique a pu inciter les plus déterminés à se rendre au meeting.

Les préoccupations socio-économiques quotidiennes, les protestations contre la hausse du prix du pain, l'espoir d'obtenir un loyer de la terre plus juste ou l'assurance de ne pas se faire expulser sans raison par le *landlord* doivent aussi être évoquées parmi les motifs mobilisateurs. Si la connexion entre mouvement national et luttes agraires des tenanciers n'a été solidement établie qu'à la fin des années 1870, les tensions relatives aux questions sociales sont déjà fortes avant la Grande Famine. À l'issue du *repeal meeting* de Glin, le témoignage d'un magistrat évoque sans détours les aspirations socio-économiques clairement exprimées par les présents. Dans son rapport aux autorités, il note en effet que « les gens se sont séparés avec la ferme conviction que chaque homme pourrait bientôt exploiter une ferme et vingt acres de terrain qui, d'après ce qu'on leur a dit, serait attribués, pour un bail à long terme, en échange d'un loyer peu élevé »¹⁷. Contemporaines des *monster meetings*, des manifestations de moindre ampleur ont par ailleurs été organisées pour protester contre les effets de la Loi sur les pauvres (*Irish Poor Law*) de 1838. Dans un cas comme dans l'autre, la volonté de peser sur des enjeux politiques nationaux, dont les retombées affectent très concrètement leur espace social le plus proche, a conduit à la mobilisation et à l'intervention d'un grand nombre d'individus. Dans la

15. 'Repeal Meeting...', *loc. cit.*

16. Au tournant des XVII^e et XVIII^e siècles, une série de mesures discriminatoires (les *Penal Laws*) interdit notamment les pèlerinages et l'enseignement catholique (d'où le développement, en toute illégalité, des fameuses *hedge schools* ou « écoles à l'abri des haies ») et obligea les curés à officier clandestinement s'ils refusaient de se faire enregistrer auprès des autorités locales et de jurer fidélité à la Couronne. Ces lois vexatoires furent progressivement abrogées entre 1782 et 1793.

17. Maura Cronin, 'Of One Mind?...', *loc. cit.*, p. 144 et 148. Des aspirations similaires relevées par K. Theodore Hoppen, *Elections, Politics and Society in Ireland, 1832-1885*, Oxford, Clarendon Press, 1984, p. 423.

mesure où ces aspirations matérielles sont exprimées par des hommes et des femmes qui s'invitent dans le débat politique sans y avoir été conviés, elles témoignent aussi, à leur manière, de cette démarche volontaire et collective d'affranchissement qui retient toute notre attention.

La souveraineté populaire, en marge des meetings

La parole populaire s'est aussi immiscée dans le débat public en empruntant d'autres voies, au carrefour de l'oralité et de l'écrit par exemple, par le biais des ballades chantées ou imprimées, dont la diffusion et la popularité, constate l'historien Theodore Hoppen, en font des supports privilégiés d'une expression populaire portée dans l'espace public. Si les thèmes abordés sont multiples, l'inspiration politique est privilégiée au cours du premier XIX^e siècle, notamment en période électorale. Des textes qui peuvent aussi bien exhorter à voter pour un candidat ou relayer les imaginaires, les colères et les espoirs de leurs auteurs, comme dans l'extrait suivant : « Et des pasteurs nous ferons des ouvriers / qui auront à œuvrer chaque jour pour notre industrie / et ne seront en retour payés que 4 pences, ce qui leur apprendra à quoi ressemble la frugalité / Et nous planterons un arbre en Irlande / que nous nommerons Liberté »¹⁸. Ici, l'ancrage irlandais est indéniable : les reproches se portent sur les ministres du culte protestant et la nation catholique apparaît en filigrane. Mais les aspirations à plus de liberté et de justice sociale empruntent le canal du souvenir révolutionnaire, qui renvoie aux arbres de la liberté plantés en Irlande, en écho à la Révolution française, entre 1789 et 1798 – l'année du soulèvement manqué des Irlandais Unis¹⁹.

Exercer sa souveraineté, pour un paysan irlandais, qu'il soit ou non électeur, c'est encore participer aux campagnes électorales, aller frapper aux portes pour convaincre les voisins de voter pour le bon candidat, soit autant de pratiques jugées intolérables par l'aristocratie terrienne, en particulier lorsque le candidat choisi n'est pas celui indiqué par le *landlord*. À une époque où le vote n'est pas secret²⁰, contredire ainsi le vœu d'un propriétaire terrien apparaît comme une audace extrême, tant les sanctions en retour – du non renouvellement du bail à l'éviction immédiate du logement et des terres – peuvent avoir des conséquences dramatiques. En 1826, à l'issue d'une campagne emblématique, Lord George Beresford, symbole de l'*ascendancy* protestante anticatholique, est pourtant vaincu à Waterford par Villiers Stuart, le candidat soutenu par l'Association catholique. Coup de tonnerre dans le ciel politique irlandais où les électeurs socialement les plus vulnérables, les *Forty-Shilling*

18. K. Theodore Hoppen, *Elections, Politics...*, *op. cit.*, p. 424 et *sq.*, citation p. 426. Cette ballade, dont l'auteur nous est inconnu, s'intitule *Poor Erin (Pauvre Irlande)*. Elle est citée dans sa version de 1835.

19. Cf. Kevin Whelan, *The Tree of Liberty. Radicalism, Catholicism and the Construction of Irish Identity, 1760-1830*, Cork, Cork University Press, 1996, en particulier le chapitre 'The Republic in the Village', p. 59-96.

20. À l'échelle du Royaume-Uni, le vote secret est instauré par le *Ballot Act* de 1872.

*Freeholders*²¹, avaient jusqu'alors été les instruments de la perpétuation du pouvoir des propriétaires terriens qui les exploitaient. À partir de 1826, une partie des fonds récoltés au fur et à mesure des souscriptions (*the Catholic Rent*) est utilisée pour venir en aide aux paysans désobéissants victimes de représailles : des maisons ont notamment été construites pour reloger ceux qui avaient été jetés sur les routes avec leur famille²². Le fait de pouvoir compter sur le soutien de l'Association catholique a constitué un facteur décisif au moment de passer à l'acte et de faire le choix de refuser, comme l'écrit Thomas Wyse, la soumission au « droit divin des landlords »²³.

L'intrusion de la souveraineté populaire dans le système de représentation légal s'est aussi manifestée par certaines pratiques qui, s'appuyant sur la participation active des non votants, n'encourageaient pas l'électeur à exercer son libre choix. En effet, à partir des années 1820, le *landlord* n'a plus l'apanage de la pression sur le franc-tenancier électeur, et lorsque celui-ci hésite ou renâcle à se plier au choix du plus grand nombre, alors l'intimidation, la menace, l'agression physique parfois, ont pu l'aider à réviser son jugement. En 1835, O'Connell en personne prononce l'ostracisme à l'encontre des récalcitrants : « Imaginez qu'un homme se saisisse d'un bâton et trace une ligne sur le sol devant la porte du pitoyable catholique prêt à vendre son vote contre son pays et son Dieu pour soutenir la dîme. Cette ligne deviendrait alors aussi infranchissable qu'un mur d'airain »²⁴. Dans le comté de Meath, la même année, ce sont les curés qui incitent leurs paroissiens à clouer une tête de veau sur la porte des réfractaires. À la lecture des descriptions contemporaines et des plaintes déposées, la consigne semble avoir été bien suivie²⁵. À Carlow, un commerçant nommé Butler refuse de soutenir le candidat nationaliste. Dans sa déposition à la police, il explique qu'en représailles sa maison a été prise d'assaut, plusieurs nuits d'affilée, par une foule en colère de plus de cent personnes, lesquelles ont brisé les vitres et ont ensuite proclamé que quiconque viendra acheter dans son magasin aura le crâne rasé²⁶.

21. Les *Forty-Shilling Freeholders* étaient électeurs car ils possédaient ou exploitaient une terre d'une valeur d'au moins 40 shillings.

22. Sur l'élection de Waterford et ses conséquences, lire Fergus O'Ferrall, *Catholic Emancipation. Daniel O'Connell and the Birth of Irish Democracy, 1820-30*, Dublin, Gill and Macmillan, 1985, p. 120-133. Dans les livres de comptes de l'Association, les dépenses destinées à secourir les victimes apparaissent dans la rubrique « Paid to relieve persecuted 40s. Freeholders ».

23. Thomas Wyse, *Historical Sketch...*, *op. cit.*, volume 1, p. 270.

24. Discours de Daniel O'Connell, *The Pilot* (7 janvier 1835), cité par K. Theodore Hoppen, *Elections, Politics...*, *op. cit.*, p. 55.

25. *Idem*, p. 55-56. D'autres exemples encore p. 391-392.

26. Cf. Maurice Goldring, *Tu ne voteras point. L'exclusion du suffrage universel dans l'Irlande du XIX^e siècle*, Anglet, Atlantica, 2005, p. 73.

NORMALISATION DE L'INTÉRIEUR :
LA SOUVERAINÉTÉ CANALISÉE

Les discours prononcés par les principaux orateurs, lors des meetings ou à l'occasion d'autres interventions publiques, ainsi que les modalités de l'agitation pacifique, montrent que les aspirations populaires les plus fréquemment exprimées, celles dont je me suis efforcé de restituer les traces et de préciser les formes, sont contenues, au double sens du terme, dans et par le puissant mouvement national organisé, constitutionnel, autorisé. Elles y sont à la fois incluses (au moins en principe) et endiguées.

Discours

Lors de ses prestations oratoires, O'Connell prend bien soin de souligner que sa légitimité comme porte-parole émane strictement de la volonté du peuple, qui l'a élu (« La voix du peuple [m']a envoyé ici. [Je suis] un représentant du peuple », rappelle-t-il aux députés dans l'enceinte du Parlement en 1829²⁷) et qui lui renouvelle sa confiance en venant l'acclamer dans les meetings. Chacun de ces grands rendez-vous est introduit par un toast « au Peuple, la source véritable du pouvoir légitime ». Ce *peuple irlandais*, si souvent convoqué, se confond dans les adresses et les discours d'O'Connell avec la *nation irlandaise*. Dans l'histoire, explique-t-il, souveraineté de la nation et souveraineté du peuple ont toujours fait bon ménage : à chaque fois que « l'esprit de la démocratie » s'est développé, « la nation a prospéré. [Au contraire], sans cet esprit de la démocratie, les gouvernants sont des tyrans, et les peuples leurs esclaves »²⁸.

En cohérence, le programme du *repeal* se fait l'écho de demandes politiques démocratiques (suffrage universel masculin et vote à bulletin secret) et de revendications socio-économiques portées par les artisans des villes ou par les tenanciers (abolition des mesures iniques telles que la dîme ou la *Poor Law*, affirmation des droits des paysans face au propriétaire terrien, financement d'emplois publics pour les plus démunis). Toutefois, à y regarder de plus près, on observe que ces réformes promises sont toutes subordonnées, amarrées au grand projet de régénération nationale. Les dizaines de discours prononcés par O'Connell au cours des *monster meetings* de l'été 1843 sont construits sur le même modèle : l'essentiel du temps de parole est consacré à exposer le scandale de la domination britannique et à justifier l'abrogation de l'Union, présentée comme le remède à tous les maux de l'Irlande. Puis, parmi

27. Hansard (ed.), *The Parliamentary Debates*, New Series, vol. XXI, House of Commons, 15 mai 1829, colonne 1402.

28. 'O'Connell's Speech at the Weekly Meeting of the Loyal National Repeal Association', *Tuam Herald*, 24 avril 1841, p. 2. Dans la plupart des discours d'O'Connell, « l'esprit de la démocratie » s'oppose au gouvernement aristocratique et aux privilèges d'une minorité, renvoyant ainsi à une définition prioritairement sociologique de la démocratie : un « état social », en rupture avec le passé, où règne désormais l'égalité des conditions entre les citoyens.

les arguments déployés pour convaincre les Irlandais des bénéfices qui résulteraient d'une telle mesure, l'orateur assure qu'une fois l'autonomie reconquise, l'ensemble des aspirations populaires seront satisfaites... sans jamais faire la lumière sur la relation de cause à effet induite par son discours : « Si je disais aux Écossais qu'ils n'étaient plus les maîtres en Écosse [...] ou aux Français qu'ils n'étaient plus les maîtres en France, ils auraient le droit de me rire au nez, de me haïr, de m'agresser à leur guise. Mais je ne dis rien de tel. Ce que je dis, c'est qu'à l'image de tous ces peuples qui possèdent leur propre pays, les Irlandais doivent être maîtres en Irlande (*très bien! bravo!*). De quels avantages innombrables les Irlandais pourraient-ils jouir s'ils possédaient leur pays? [...] Un Parlement irlandais encouragerait le commerce irlandais, et protégerait l'agriculture irlandaise. L'ouvrier agricole, l'artisan et le commerçant ressentiraient tous les bienfaits de la révocation de l'Union. Mais si je devais décrire maintenant tous les avantages que cette réforme apporterait, il me faudrait vous retenir ici, serrés les uns contre les autres, jusqu'à demain matin (*rires*). Juste un mot encore. Avez-vous déjà entendu parler de la dîme (*gémissements désapprobateurs*)? Êtes-vous satisfaits de devoir payer des pasteurs qui ne prient pas pour vous? (*non, non*) Il est temps d'y mettre un terme (*oui, oui*). Le peuple d'Angleterre ne paie pas pour l'Église de la minorité»²⁹.

L'un des procédés rhétoriques utilisé par O'Connell dans le passage précédent, et qu'il affectionne particulièrement, consiste à traduire en terme d'intérêts nationaux, parfois catholiques, les velléités émancipatrices du peuple, ses espoirs, ses besoins, ses désirs, aussi variés soient-ils. « Les millions de personnes qui vont se rassembler dans les meetings vont tous penser comme un seul homme et voir comme un seul homme »³⁰. Maintes fois reprise au cours de la campagne de 1843, cette image de la fusion des corps et des esprits en une entité *unique* lui permet de reformuler les aspirations des masses au prisme de celles de leurs porte-parole.

Mœurs et pratiques

Si la nationalisation des enjeux passe par la normalisation du langage politique, elle implique aussi celle des mœurs et des pratiques, imposée en douceur par les cadres du mouvement. Ces derniers se présentent comme l'élite nationale et populaire, par opposition avec l'élite officielle, composée des représentants de l'État britannique et des membres de l'aristocratie anglo-irlandaise. Le noyau dur de ces activistes influents est constitué par des hommes de loi (Daniel O'Connell, Richard L. Sheil) et de plume, journalistes et patrons de presse (Frederick W. Conway et Michael Staunton dans les

29. 'Report on a public speech [Mullingar Repeal Meeting, 14 May 1843] by Daniel O'Connell', *The Nation*, 20 mai 1843.

30. Discours d'O'Connell au meeting de Nenagh en mai 1843, cité par Maura Cronin, 'Of One Mind?...', *loc. cit.*, p. 166.

années 1820 ; l'équipe fondatrice de *The Nation*, confessionnellement mixte, au début des années 1840). Le mouvement peut aussi compter sur le soutien de la hiérarchie catholique, de la *middle class* urbaine émergente et d'une minorité de protestants acquis à la cause nationale. À l'échelon local, le relais et l'encadrement sont assurés dans les bourgs et les villages par quelques gros fermiers, des commerçants, des artisans et, en priorité, par les membres très actifs du clergé paroissial, dont la caution morale achève souvent de convaincre les plus incrédules.

L'une des priorités de l'Association catholique a d'abord été la normalisation des mœurs et des passions politiques par la canalisation des pulsions populaires, le contrôle des émotions et surtout la régulation de la violence, particulièrement répandue dans l'espace public au moment des élections. Sur le terrain, la force de persuasion et l'engagement sans retenue des agents de l'Association ont été des facteurs déterminants de la « pacification » des conduites, en particulier pour convaincre les clans rivaux de cesser de s'affronter (tout en flattant leur courage, leur bravoure et leur virilité) ou les sociétés secrètes (*Whiteboys*, *Ribbonmen*³¹, etc.) d'en finir avec la violence clandestine et au contraire de s'unir et se discipliner au nom d'une cause supérieure, la Nation³². Le rituel associé à chacun des grands rassemblements joue un rôle similaire. Si les *monster meetings* s'apparentent par bien des aspects à de grandes fêtes populaires, ils sont aussi rigoureusement orchestrés et encadrés par les lieutenants d'O'Connell qui ne manquent jamais, depuis la tribune, de répéter à la foule présente que son attitude doit être en tous points « respectable » : modération, maîtrise de soi, pas de rixes, pas d'alcool... Rien n'est laissé au hasard pour éviter les débordements, et à la persuasion par les mots, il a parfois fallu ajouter la menace physique : un service d'ordre musclé organise les flux successifs d'arrivants et quadrille la foule afin d'y repérer et de sanctionner d'éventuels fauteurs de troubles³³. Au cours des campagnes de 1843 et 1845, O'Connell et ses agents ont pu compter sur le renfort efficace des troupes du Père Mathew, « l'apôtre de la tempérance », qui conduisait depuis 1838 une énergique croisade antialcoolique à travers l'Irlande³⁴. En plusieurs occasions, des *Temperance Bands* ont ainsi sillonné l'assemblée, relayant, en parole et en musique, le message de modération et de sobriété. En revanche, l'interprétation libre de ballades populaires, dont on a vu qu'elles occupaient pourtant l'espace public, est mal

31. Adeptes du coup de force ponctuel et localisé, les sociétés secrètes, actives depuis le XVIII^e siècle, ont pour cibles privilégiées les propriétaires terriens. À ce vol de vengeance sociale vient parfois s'ajouter un versant plus politique et religieux dont les manifestations les plus spectaculaires, au cours de notre période, sont les affrontements qui opposent les *Ribbonmen* – qui portent un ruban vert – aux Orangistes, membres d'une organisation anticatholique très active au nord de l'île.

32. Gary Owens, 'A Moral Insurrection...', *loc. cit.*

33. 'Repeal Meeting...', *loc. cit.* Les *Repeal wardens* sont repérables à la mention « *O'Connell's Police* » qui orne leurs chapeaux ou à la rosette blanche qu'ils portent cousue à la poitrine.

34. Elizabeth Malcolm, *Ireland Sober, Ireland Free. Drink and Temperance in Nineteenth Century Ireland*, Dublin, Gill and Macmillan, 1986.

acceptée dans le cadre plus normé des meetings, notamment si le texte s'enthousiasme pour les précédents révolutionnaires, français ou irlandais. Les organisateurs, soucieux de ne pas risquer les interférences entre le discours nationaliste dominant et le langage plus imprévisible, décalé ou virulent des chansons populaires, ont parfois pris la précaution de déployer dans le public des banderoles précisant que « les chanteurs de ballades ne sont pas autorisés à perturber le meeting »³⁵.

Au fil des semaines, les résultats se sont avérés excellents du point de vue des cadres du mouvement. La règle semble avoir été bien intégrée ; les dérapages sont rares. Les remarques sur l'atmosphère calme et sereine, telle qu'elle se dégage par exemple de la gravure de *The Illustrated London News*, deviennent un *leitmotiv* sous la plume des témoins impressionnés. Un sentiment partagé par des hommes qui n'éprouvent pourtant guère de sympathie pour les manifestations qu'ils commentent. À la date du 19 avril 1843, un certain John Locke, fermier presbytérien de la région de Limerick, par ailleurs très hostile au mouvement pour le *Repeal*, écrit dans son journal : « Entre 30 000 et 40 000 personnes rassemblées. Pas de bagarres ni d'ivrognerie »³⁶. Quelques mois plus tard, dans un rapport destiné à ses supérieurs dublinois au lendemain du meeting de Tara, le magistrat local George Despard, après avoir fait part de son inquiétude face à une telle démonstration de force, conclut : « Je dois avouer que les paysans présents étaient tout à fait pacifiques, aimables et sans malice. On n'y croisait pas un homme saoul »³⁷.

La normalisation des conduites, destinée à rendre les foules irlandaises respectables et disciplinées, est indissociable de la volonté d'imposer un sens politique univoque au mouvement : la marche vers une société libre et non conflictuelle, émancipée de la pesante tutelle britannique et respectueuse des hiérarchies sociales, garantes de l'harmonie future de la communauté nationale. Par le contrôle symbolique de l'espace qu'elle instaure, la mise en scène des meetings de 1843 reflète et cautionne cette *doxa* marquée par le conservatisme social, qui tolère mal la contradiction ou la confrontation des interprétations. La procession qui précède chaque rassemblement reproduit l'ordre et l'équilibre social, chacun défile à sa place, à cheval, en calèche ou à pied selon son rang, le peuple empruntant le sillage des notables³⁸. Le cortège – qui ne cesse d'enfler au fur et à mesure de sa progression – puis la foule statique assemblée sur le site du meeting s'offrent en condensé de la communauté nationale, et « signifient », le temps d'une démonstration dans l'espace public,

35. Rapport du *Resident Magistrate* J.G. Jones, 26 septembre 1845, cité par K. Theodore Hoppen, *Elections, Politics...*, *op. cit.*, p. 427.

36. Cité par Paul Bew, *Ireland. The Politics of Enmity, 1789-2005*, Oxford, Oxford University Press, 2007, p. 159.

37. 'Report Made to Dublin Castle on the Tara Repeal Meeting by Geroge Despard, Resident Magistrate, 16 August 1843', State Paper Office/Chief Secretary's Office/1843/15995.

38. Sur la mise en scène de l'ordre social dans les meetings, lire Gary Owens, 'Nationalism Without Words...', *loc. cit.*

la convergence d'individus aux profils variés, hommes ou femmes, ruraux ou citadin, riches ou pauvres, qui, au-delà de leurs différences, poursuivent ensemble le même objectif³⁹. Au cours du meeting, l'accès à la tribune est fonction de son statut social ou de sa capacité à représenter un groupe dont la présence contribue à affirmer l'unité nationale interclassiste. Ainsi, d'après la gravure de l'*Illustrated London News*, une délégation d'ouvriers cordiers (*Rope Makers' Association*) côtoie-t-elle sur la grande scène de Tara les édiles, magistrats, membres du clergé et autres personnalités locales ou nationales. À l'issue de la manifestation, c'est encore une minorité qui est conviée – moyennant finance – au *monster banquet* qui clôt la journée.

DES PRATIQUES INACCEPTABLES, HORS DE TOUTE LÉGITIMITÉ

En 1829, au lendemain du vote de l'émancipation des catholiques, le gouvernement et le Parlement s'affairent pour refermer la brèche ouverte par l'agitation. Aux yeux des autorités, la mobilisation irlandaise est potentiellement dangereuse et subversive, à double titre. Les revendications nationalistes menacent l'unité du royaume et, surtout, l'intrusion de la multitude risque de déstabiliser à la fois l'ordre politique et l'ordre social. À dire vrai, à partir de la fin des années 1820, le pouvoir britannique s'est accommodé, sans joie mais au fond sans trop de mal, à l'idée que le mouvement o'connellite était devenu un « partenaire » politique incontournable et somme toute acceptable, au sens où ses revendications d'autonomie politique s'inscrivaient dans le cadre légal et constitutionnel. O'Connell s'est toujours présenté comme un fidèle sujet de Sa Majesté, hostile à l'idée d'une séparation radicale avec la Couronne mais fermement engagé sur la voie de la reconquête de la souveraineté législative de l'Irlande. Si l'État n'a cessé d'opposer une fin de non-recevoir à cette requête, le dialogue politique n'a toutefois jamais été rompu, la recherche du compromis est restée d'actualité.

Dès lors, l'essentiel des mesures prises pour faciliter le retour à la normalité politique a bien plus visé à tenir le peuple à distance qu'à entraver les revendications nationalistes. Le premier jalon de la négation de l'expression populaire a consisté à produire un discours normatif qui tendait à sa délégitimation. Dès son lancement en 1823, l'Association catholique est accusée de prélever une taxe illicite (la *Catholic Rent*) collectée, non par un agent de l'État, mais par un prêtre à la sortie de la messe. On la soupçonne aussi de s'ériger en assemblée parallèle, de vouloir constituer un corps représentatif alternatif, hors du cadre légal qui ne reconnaît que la prérogative absolue du Parlement. Conformément aux souhaits du roi George IV, l'Association

39. Louis Marin, « Une mise en signification de l'espace social : manifestation, cortège, défilé, procession », in Louis Marin, *De la représentation*, Paris, Gallimard/Seuil, 1994, p. 46-61.

catholique est une première fois interdite en 1825, tombant sous le coup de l'*Unlawful Societies (Ireland) Act*, une nouvelle loi tout spécialement créée à cet effet. Quelques mois plus tard, la réponse d'O'Connell, avocat rusé et fin connaisseur des méandres du droit, rend caduque l'opération de disqualification : il annonce la création d'une *Nouvelle association catholique* qui, forte cette fois de statuts juridiquement inattaquables, poursuit les mêmes objectifs que son aînée⁴⁰.

Dans un discours fleuve de cinq heures prononcé à la chambre des Communes, le 5 mars 1829, le secrétaire d'État Robert Peel justifie ainsi sa conversion à l'émancipation des catholiques : « Depuis des années j'ai œuvré au maintien de l'exclusion des catholiques romains hors du Parlement. [...] Je ne pense pas qu'il s'agisse d'un combat artificiel ou déraisonnable. Pourtant j'y renonce, convaincu qu'il n'y a plus moyen de le poursuivre à l'heure actuelle. [...] Je cède aujourd'hui devant une nécessité morale, refusant de mettre en danger, en poursuivant la résistance, la stabilité des institutions que je défends »⁴¹. Le soutien tardif apporté par Peel et l'ensemble du gouvernement *tory* au projet de loi n'est pas le résultat d'une conviction profonde. Il a procédé d'une nécessité politique, la citoyenneté accordée à une poignée de catholiques respectables étant considérée comme un moindre mal, nécessaire pour calmer les masses et endiguer un mouvement populaire qu'il était inenvisageable de laisser prospérer davantage. Pour des raisons très proches de celles invoquées par Peel, le premier ministre, l'illustre duc de Wellington, se rallie lui aussi au projet de loi, qu'il se charge de défendre en personne devant la chambre des Lords. Ce qui ne l'empêche pas de renouveler les attaques contre l'Association catholique, une organisation qui, à ses yeux, demeure hors norme et dangereuse car elle lève des fonds à des fins politiques, nomme illégalement des représentants, désigne des candidats aux élections et organise ceux qui sont exclus du champ politique institutionnel⁴².

En compensation de l'émancipation, les deux Chambres, soutenues par le gouvernement, votent finalement la dissolution et l'interdiction de l'Association catholique, alors même que l'objectif pour lequel elle avait vu le jour est déjà atteint. La volonté de réduire un espace potentiel d'expression populaire difficile à maîtriser et l'urgence de briser une dynamique qui échappe au contrôle de l'État ont emporté la décision. Au lendemain du « moment émancipation », la normalisation politique est passée par la mise au ban de pratiques populaires jugées inacceptables et subversives. La réduction drastique du corps électoral irlandais par l'augmentation de la franchise – de quarante shillings à dix livres – constitue la seconde contrepartie significative à la

40. Officiellement, la nouvelle association ne combat plus pour l'émancipation mais pour d'autres causes autorisées par la loi, telles que la réalisation d'un recensement de la population catholique irlandaise, la libéralisation de la presse et du système scolaire, etc.

41. Hansard (ed.), *The Parliamentary Debates*, New Series, vol. XX, House of Commons, 5 mars 1829, colonnes 727-728.

42. *Idem*, House of Lords, 18 février 1829, colonnes 389-390.

réforme de 1829. Cette mesure – qui interdit une lecture strictement linéaire de la progressive extension du droit de vote – s’inscrit bien dans la perspective d’une remise en ordre de l’espace politique. Le nombre d’électeurs est presque divisé par dix, passant de 216 000 à 37 000⁴³. Les *Forty-Shilling Freeholders* en font les frais. À trois ans du *Reform Act* de 1832, la multitude qui s’éveille à la souveraineté et menace les privilèges préoccupe les autorités. Pour Robert Peel, la mesure s’imposait car l’électorat irlandais, longtemps « l’instrument de la suprématie du landlord a depuis été converti en arme fatale à son autorité »⁴⁴.

*

Les expériences de mobilisations populaires des années 1820-1840 en Irlande consacrent l’irruption des masses sur la scène publique au XIX^e siècle. Usant d’un répertoire d’action original, le peuple, certes encadré et « guidé », se fait entendre, investit le champ du politique, manifeste son droit à participer et à peser sur les débats, à agir et à contrôler son existence. Le mouvement national, qui choisit de politiser les masses plutôt que de les exclure, offre à cet égard une opportunité rare et un espace favorable à l’émergence d’une parole populaire. Celle-ci peine toutefois à se faire entendre, tant elle est contrariée, d’une part, par le pouvoir britannique, pressé d’imposer le retour à la norme par la délégitimation ou par l’interdiction, et, d’autre part, par l’emprise idéologique de ceux qui se chargent de représenter le peuple au nom de l’idéal national, et qui sont à la fois les zélés défenseurs de la réforme politique et de la préservation de l’ordre social. Daniel O’Connell illustre parfaitement cette tension irréductible entre souveraineté populaire et normalisation. Il est pour certains le « colossal révolutionnaire » décrit par Lamennais en 1835, une figure subversive, l’incarnation de la volonté populaire, l’avocat des peuples opprimés par les tyrans et les rois⁴⁵. Pour d’autres, l’homme n’est rien de plus qu’un illusionniste, « *the Great Comedian* »⁴⁶, qui trompe le peuple et use de procédés démocratiques pour atteindre des objectifs qui ne le sont pas.

*Laurent Colantonio est maître de conférences
à l’université de Poitiers (GERHICO-CERHILIM)*

43. K. Theodore Hoppen, *Elections, Politics...*, *op. cit.*, p. 1.

44. Robert Peel cité par Roy F. Foster, *Modern Ireland, 1600-1972*, Harmondsworth, Penguin, 1989 (1988), p. 301.

45. Félicité de Lamennais, *Correspondance générale*, textes réunis, classés et annotés par Louis Le Guillou, Paris, Armand Colin, 1977, volume 6, p. 495, lettre 2 468, à Montalembert, 6 octobre 1835.

46. C’est le poète W. B. Yeats qui, au siècle suivant, a surnommé O’Connell « le Grand Comédien » : William Butler Yeats, ‘Parnell’s Funeral’, in William Butler Yeats, *A Full Moon in March*, London, Macmillan, 1935. Le poème a été composé en 1933.